

NATI
CON
DE S

FILE COPY
RETURN TO
DISTRIBUTION
Bureau C. 111

Distr.
GENERALE
S/5348
11 juillet 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE, LE 11 JUILLET 1963,
PAR LES REPRESENTANTS DE L'ALGERIE, DU BURUNDI, DU CAMEROUN, DU CONGO
(BRAZZAVILLE), DU CONGO (LEOPOLDVILLE), DE LA COTE-D'IVOIRE, DU DAHOMEY,
DE L'ETHIOPIE, DU GABON, DU GHANA, DE LA GUINEE, DE LA HAUTE-VOLTA, DU
LIBERIA, DE LA LIBYE, DE MADAGASCAR, DU MALI, DU MAROC, DE LA MAURITANIE,
DU NIGER, DE LA NIGERIA, DE L'UGANDA, DE LA REPUBLIQUE ARABE UNIE, DE
LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, DU RWANDA, DU SENEGAL, DU SIERRA LEONE, DE LA
SOMALIE, DU SOUDAN, DU TANGANYIKA, DU TCHAD, DU TOGO ET DE LA TUNISIE

Sur instructions de nos gouvernements respectifs, nous, les soussignés, avons
l'honneur de vous demander de convoquer dans les meilleurs délais une réunion du
Conseil de sécurité qui serait consacrée à l'examen de la situation explosive
existant en Afrique du Sud et qui constitue une menace sérieuse contre la paix et
la sécurité internationales. Cette situation, engendrée par l'intolérable
politique d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud, exige que le Conseil de
sécurité prenne les mesures nécessaires pour lui trouver une solution en raison du
refus systématique de ce gouvernement d'appliquer les résolutions pertinentes de
l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

L'extrême gravité de la situation ainsi créée a vivement préoccupé les chefs
d'Etat et de gouvernement des Etats indépendants d'Afrique, qui, à la Conférence
d'Addis-Abéba, du 22 au 25 mai 1963, ont adopté sur cette question une résolution
reproduite dans le mémoire explicatif joint à la présente lettre.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Gouvernement de l'Algérie
Pour le Gouvernement du Burundi
Pour le Gouvernement du Cameroun
Pour le Gouvernement du Congo (Brazzaville)
Pour le Gouvernement du Congo (Léopoldville)

(Signé)

R. BOUDJAKDJI
G. NYANGOMA
B. BINDZI
Elie DINGA
T. IDZUMBUIR

Pour le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire
Pour le Gouvernement du Dahomey
Pour le Gouvernement de l'Ethiopie
Pour le Gouvernement du Gabon
Pour le Gouvernement du Ghana
Pour le Gouvernement de la Guinée
Pour le Gouvernement de la Haute-Volta
Pour le Gouvernement du Libéria
Pour le Gouvernement de la Libye
Pour le Gouvernement de Madagascar
Pour le Gouvernement du Mali
Pour le Gouvernement du Maroc
Pour le Gouvernement de la Mauritanie
Pour le Gouvernement du Niger
Pour le Gouvernement de la Nigéria
Pour le Gouvernement de l'Ouganda
Pour le Gouvernement de la République arabe unie
Pour le Gouvernement de la République centrafricaine
Pour le Gouvernement du Rwanda
Pour le Gouvernement du Sénégal
Pour le Gouvernement du Sierra Leone
Pour le Gouvernement de la Somalie
Pour le Gouvernement du Soudan
Pour le Gouvernement du Tanganyika
Pour le Gouvernement du Tchad
Pour le Gouvernement du Togo
Pour le Gouvernement de la Tunisie

(Signé)

A. Assouan USHER
H. ACHARD
Kifle WODAJO
Aristide ISSEMBE
Nathan A. QUAO
DIALLO Telli
John B. KABORE
Nathan BARNES
Farag Ben GILEIL
A. RAKOTOMALALA
COULIBALY
A. T. BENHIMA
M. S. LUQMAN
Abdou SIDIKOU
S. O. ADEBO
E. NDAWULA
Mohammed H. EL-ZAYYAT
GALLIN-DOUATHE
M. UZAMUGURA
Charles DELGADO
F. P. KAREFA-SMART
Omar ARTEH
Omar A. H. ADEEL
E. A. M. MANG'ENYA
J. N'GARABAYE
A. K. KPONVI
Mahmoud MESTIRI

MEMOIRE EXPLICATIF

La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats d'Afrique qui s'est tenue à Addis-Abéba du 22 au 25 mai 1963 a adopté à l'unanimité une résolution sur l'apartheid dont on trouvera ci-après les extraits pertinents :

"Ayant examiné tous les aspects que soulèvent les questions d'apartheid,

"Unanimentement convaincue de l'impérieuse et urgente nécessité de coordonner et d'intensifier les efforts de ses membres, en vue de mettre fin à la politique criminelle d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud et d'enrayer la discrimination raciale sous toutes ses formes,

"A convenu unanimement de concerter et de coordonner les efforts et l'action de ses membres dans ces divers domaines et à cette fin a décidé les mesures ci-après :

2. Appui des recommandations que le Comité spécial des Nations Unies sur la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud a présentées au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

3. Envoi d'une délégation de Ministres des affaires étrangères pour saisir le Conseil de sécurité de la situation explosive qui règne en Afrique du Sud. (La Conférence a décidé que cette délégation aurait la composition suivante : Libéria, Tunisie, Madagascar et Sierra Leone).

4. Coordination des mesures concrètes de sanction à prendre contre le Gouvernement sud-africain.

5. Appel à tous les Etats et particulièrement à ceux qui, traditionnellement, entretiennent des relations et coopèrent avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud, pour l'application stricte de la résolution 1761 (XVII) sur l'apartheid adoptée le 6 novembre 1962 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

6. Appel à tous les gouvernements qui entretiennent encore des relations diplomatiques, consulaires et économiques avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud, pour qu'ils rompent ces relations et qu'ils abandonnent toute autre forme d'activité qui pourrait constituer un encouragement à la politique d'apartheid.

7. Souligner la lourde responsabilité que prennent les autorités coloniales des territoires voisins de l'Afrique du Sud lorsqu'elles poursuivent une politique d'apartheid.

8. Condamnation de la discrimination raciale sous toutes ses formes, en Afrique, en Europe et dans le monde entier."

En adoptant cette résolution, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats d'Afrique ont exprimé leur conviction douloureuse et profonde, et ont confirmé que le refus persistant du Gouvernement sud-africain d'appliquer toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la question du conflit racial qui résulte de la politique d'apartheid en Afrique du Sud ne constituait pas seulement une cause continue de conflit international et de tension, mais créait aussi une menace grave pour la paix et la sécurité internationales.

D'autre part, l'adoption de cette résolution a témoigné de la très vive inquiétude ressentie par les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats africains devant l'aggravation continue de la situation dans la République sud-africaine. Cette situation explosive s'est déjà traduite, à l'Organisation des Nations Unies :

a) Par l'adoption de la résolution S/4300 du Conseil de sécurité, en date du 1er avril 1960, dans laquelle le Conseil a reconnu, à la suite du massacre de Sharpeville, que la situation en Union sud-africaine a entraîné un désaccord entre nations et que sa prolongation risquerait de menacer la paix et la sécurité internationales;

b) Par l'adoption de 26 résolutions de l'Assemblée générale, dont la résolution 1761 (XVII) du 6 novembre 1962, par laquelle l'Assemblée a réaffirmé que la prolongation de la politique d'apartheid mettait gravement en danger la paix et la sécurité internationales et a prié le Conseil de sécurité de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions, pour amener l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur ce sujet et, le cas échéant, d'envisager l'application de l'Article 6 de la Charte;

c) Plus récemment, par la création d'un Comité spécial sur l'apartheid, qui a présenté au Conseil de sécurité un rapport détaillé et des propositions concrètes visant à la réalisation des objectifs des Nations Unies en Afrique du Sud, à savoir l'abandon de la politique d'apartheid.